

Lazare Ndayongeje voit "une capitulation de la pensée" chez Melchior Mbonimpa

@rib News, 12/06/2010 Au fond : Qu'est-ce qu'un intellectuel ? Cette question est venue à l'esprit, après le site web Arib, la date du 03 juin 2010, l'article de M. Melchior Mbonimpa, intitulé : « Capituler, c'est un mauvais choix ». En voyant le titre, je me suis empressé de le lire, pensant y trouver une analyse sérieuse. Car, en ce temps de désaccords politiques, nous avons besoin des lumières des écrivains, des intellectuels, pour animer les débats, donner les cheveux, mettre en exergue les enjeux, les non dits, les risques. Cela est autant plus que dans le tumulte de l'actualité, avec l'effervescence des engagements et les froissements des egos, il est difficile de trouver une position qui soit hors de portée du soupçon de partialité. Et c'est, me semble-t-il le moment, de nous interroger sur la nature et la responsabilité de l'intellectuel. Une fois esquissée sa figure, même marquée de polarités contrastées, nous allons mesurer la portée de l'écrit de M. Mbonimpa, et la déception que l'on ressent après l'avoir lu.

L'intellectuel et le courage de dire non à l'injustice Le terme intellectuel aurait été créé par Saint-Simon, en 1800, dans le contexte de l'affaire Dreyfus. En 1898, paraissait dans l'Aurore, un Manifeste des intellectuels en faveur du capitaine Dreyfus. Dreyfus, officier d'état-major juif, est accusé d'espionnage pour l'Allemagne, condamné à perpétuité et déclaré le diable en Guyane française. Mais quand la vérité éclate et que le commandant Esterhazy, le vrai responsable, est découvert, l'on se livre à une parodie de justice, on l'acquitte, sans pour autant libérer l'innocent. C'est là qu'Émile Zola, écrivain bien connu, écrit son fameux « J'accuse », deux jours après l'article paru dans l'Aurore du 13 janvier 1898, est une lettre ouverte au Président de la République, Félix Faure. Ce courage de se dresser contre l'injustice commise au nom de la raison d'état, d'un nationalisme aveugle et anti-scientifique inspirait d'autres intellectuels comme Voltaire dans l'affaire Jean Calas. Celui-ci, accusé d'avoir tué son fils pour des raisons religieuses avait été torturé, étranglé et brûlé. Voltaire se battra jusqu'à faire destituer l'archevêque de Toulouse qui avait fabriqué les fausses accusations contre Calas, à faire révoquer le procès et à réhabiliter sa mémoire en 1765. Zola devait également se souvenir de la résistance de Victor Hugo contre Louis-Napoléon Bonaparte qu'il appelait « Napoléon le petit ». Hugo, écrivain romantique a été en butte à la censure. Sa pièce Le roi s'amuse en 1832 ayant été interdite, il sera amené à plaider, lors d'un procès, pour la liberté d'expression. D'après Hugo, fait scandale en prononçant un discours sur la misère. Il n'hésite pas à s'opposer à Louis-Napoléon Bonaparte dont il dénonce la tyrannie. Le 15 janvier 1850, il prononce un discours à l'Assemblée sur la liberté de l'enseignement, du suffrage universel et la liberté de la presse. En butte à la tyrannie, il vivra en exil pendant quinze ans, continuant à écrire des satires contre « Napoléon le petit ». C'est donc fort de cet exemple de courage et d'engagement, que les partisans de Dreyfus vont écrire ce manifeste. Il s'agissait d'une énergique prise de position, en faveur du capitaine Dreyfus, et en faveur de la justice, par plusieurs écrivains et universitaires dont Marcel Proust, Anatole France, Gustave Lanson et Lucie Herr. Pourtant, il serait simpliste de penser que tous les intellectuels sont toujours du côté des faibles, des victimes, de la justice. L'intellectuel et l'état : entre confiance et adhésion Depuis l'antiquité, la figure du sage entretient des rapports équivoques, tendus, voire hostiles avec le pouvoir politique. Socrate déclarait lors de son procès : « Moi, en effet, ce régime, en dépit de ses procédés si violents, ne m'a pas intimidé au point de me faire commettre un acte injuste [1] ». Mais il expliquait aussi le fait de rester à l'écart de la politique en ces termes : « Pensez-vous, maintenant, que j'aurais vu tant d'années si je m'étais adonné à la vie politique et que, moyennant cela, j'eusse pris la défense de la justice, et comme il se doit, fait de cela le cas le plus grand ? Il s'en est beaucoup [2] ». En 93 après Jésus-Christ, un décret de l'empereur Domitien bannit les philosophes de Rome, estimant que ce sont des subversifs insupportables, hostiles à l'état. À Diderot, initiateur de l'Encyclopédie, connaît la prison après avoir publié sa Lettre sur les aveugles (1749). L'Encyclopédie elle-même sera condamnée par le Parlement et le pape. Rousseau dont les livres irritent les autorités politiques, voit Émile saisi en 1762. L'auteur doit fuir suite à un mandat d'arrêt. Plus près de nous, De Gaulle n'approuvait guère les positions de J.-P. Sartre. Logique, celui-ci ne comprenait pas pourquoi la France, ayant dénoncé l'occupation allemande, s'était entêtée à vouloir rester en Algérie devant le tribunal Russell s'est autoproclamé pour juger les crimes de guerre commis par les Américains au Vietnam. À Sartre, qui demande un visa pour Vladimir Dedijer, un membre de ce tribunal, De Gaulle répond en ces termes : « Ce n'est pas à vous que j'apprendrai que toute justice, dans son principe comme dans son exécution, n'appartient qu'à Dieu. Je ne mets en cause les mobiles qui inspirent Lord Russell et ses amis, il me faut considérer qu'ils ne sont investis d'aucun pouvoir, ni chargés d'aucun mandat international, et qu'ils ne sauraient donc accomplir aucun acte de justice. » [3] Non content, le philosophe réplique en ces termes : « Si nous étions simplement une douzaine de benêts intellectuels qui prétendent ridiculement s'ériger en juges, on nous laisserait faire tranquillement. Pourquoi a-t-on peur de nous ? Parce que nous posons un problème qu'aucun gouvernement occidental ne veut voir poser : celui du crime de guerre, qu'encore une fois tous veulent se réserver de pouvoir commettre ». Néanmoins, il ne faudrait pas croire qu'il y a une confiance entre politiques et intellectuels, loin de là. De tous temps, il s'est trouvé des penseurs proches du pouvoir, exerçant le métier de conseillers, d'ambassadeurs, de législateurs, de maîtres (Aristote pour Alexandre dit le grand, Anaxagore pour Périclès, Zénon pour Antigone de Macédoine par exemple), quand ils n'étaient pas eux-mêmes rois ou empereurs comme Marc-Aurèle à Rome. Des fois la complicité est telle que l'intellectuel, surtout s'il est célèbre, s'adresse avec une certaine caution au pouvoir politique. Au XVIII^{ème} siècle, les despotes se faisaient un point d'honneur d'avoir chacun son philosophe, afin d'être éclairés, même s'ils se voulaient souvent plus despotes qu'ils n'étaient. Cette adresse à un pouvoir n'est pas sans danger pour son objectivité : l'univers politique est en effet le lieu où s'entrecroisent les passions, les ambitions, les intérêts, et où le rôle de partisan supplante aisément celui d'observateur critique qui se donne le recul nécessaire avant de juger. Emporté dans les polarités conflictuelles, la compétition manichéenne du « eux ou nous », l'intellectuel qui adhère risque de tomber dans ce que T. Ribot appelle la Logique des sentiments, logique inversée où la conclusion est posée d'avance pour être justifiée a posteriori. Chien de garde ou gardien de l'universel ? Une chose est sûre, on n'échappe pas à la politique, si on ne la suit pas elle vous suit, et comme dire

ne pas choisir c'est toujours choisir. « La politique est partout. On ne peut lui échapper en se réfugiant dans le royaume de l'art pour l'art et de la pensée pure, pas plus d'ailleurs que dans celui de l'objectivité d'assise transcendantale[4]. » Aucune théorie n'est innocente. La théorie est souvent une boîte à outils, des lunettes dirigées le dehors selon une expression de Proust. « C'est ça, une théorie, c'est exactement une boîte à outils, il faut servir, il faut que ça fonctionne[5]. » Cependant, il y a un choix à faire : soit être le chantre du présent, justifier les puissants du jour ou soit alors être la mauvaise conscience de la société. Paul Nizan dans un ouvrage au titre éloquent[6] a fait le constat du contraste entre la situation réelle et la pensée des intellectuels : « L'écart entre leur pensée et l'univers en proie aux catastrophes grandit chaque semaine, chaque jour, et ils ne sont pas alertés. Et ils ne s'alertent pas ! Ils ne bougent point. » Nizan critique la pensée universitaire de son temps, où des vieillards présentent des théories « aux dents limées ». Il reproche aux universitaires d'écarter les pensées jugées dangereuses, et d'être complices hypocrites de l'injustice, de l'exploitation et du travail forcé. Dans une société des années 30 où la peur et l'hypocrisie, il prend la décision d'un engagement révolutionnaire, d'arrêter de se salir les mains, d'être contre les causes de la peur. Après les années des grands philosophes engagés comme Sartre, Camus, Raymond Aron ; Pierre Bourdieu constatera plus tard la filiosité de la pensée en ces termes : « La pensée critique s'est dans le petit monde académique, où elle s'enchantait elle-même d'elle-même, sans être en mesure de dire que ce soit en quoi que ce soit[7]. » Il faut pourtant rester optimiste, défricher sans cesse les chemins du courage. Demander le nouveau aux intellectuels de lever les masques, de crier ce qui ne va pas, d'inventer d'autres façons de vivre. Refuser d'être le sténographe de l'ordre. Contre le sommeil de la raison et l'opium des paradis à offrir, veiller la conscience exigeante et refuser les formules faciles, les idées toutes faites, les confirmations complaisantes des propos et des actions des gens du pouvoir et autres esprits conventionnels comme le dit Edward W. Said « Le choix majeur auquel l'intellectuel est confronté est le suivant : soit s'allier à la stabilité des vainqueurs et dominants et c'est le chemin le plus difficile- considérer cette stabilité comme alarmante, une situation qui menace les faibles et les perdants de totale extinction, et prendre en compte l'expérience de leur subordination ainsi que le souvenir des voix et personnes oubliées[8]. » Il est souhaitable que des gens osent contredire le discours officiel, tant national que de la communauté internationale, dont on se demande parfois de quoi il y a communauté. Et conjurer le terrible spectre de l'oubli. Qu'il y ait ce que Foucault appelle intellectuels spécifiques[9], qui luttent contre l'injustice, au quotidien dans des secteurs déterminés, l'usine, dans l'appareil judiciaire, ou policier, l'hôpital, l'immobilier, aussi un intellectuel collectif. « Cet intellectuel collectif peut et doit remplir d'abord des fonctions négatives, critiques, en travaillant à produire et à disséminer des instruments de défense contre la domination symbolique qui s'arme aujourd'hui le plus souvent de l'autorité de la science[à] soumettre le discours dominant à une critique logique qui s'en prend notamment au lexique[à] le soumettre à une critique sociologique qui prolonge la première, en mettant à jour les déterminants qui passent sur les producteurs du discours dominant[à] enfin opposer une critique proprement scientifique des experts, surtout économiques.[10] » Capituler, c'est un mauvais choix. Revenons donc au texte d'éclosion. M. Mbonimpa Melchior, a donné ce titre à une opinion sur les élections communales du 24 mai 2010 au Burundi. Il a abordé le rappel d'un article portant sur un demi-siècle des indépendances africaines où avec la fin du monopartisme, la montagne a accouché d'une souris. Il déplore le refus d'accepter la défaite puisque ni les partis au pouvoir ni l'opposition n'ont une culture démocratique suffisante pour admettre que lors d'élections libres, il y ait des gagnants et des perdants. C'est là qu'il évoquait l'absence d'un multipartisme typiquement africain, affligé de cette curieuse infirmité intellectuelle : on organise des élections où tout le monde doit gagner ! Ceux qui perdent contestent immédiatement les résultats, quitte à provoquer des bains de sang. Et de donner les exemples de la Côte d'Ivoire, du Kenya et du Zimbabwe où les gouvernements d'union nationale qui multiplient par zéro le résultat des urnes qui mènent à la démission et donnent l'impression d'une capitulation de la pensée, c'est que l'auteur donne dans un brin méprisante, une Afrique indistincte, affligée de curieuse infirmité intellectuelle ! Il y a une essence qui pourrait accéder des thèses scandaleuses comme celle de Hegel pour qui voit l'homme africain dans un état de barbarie et de sauvagerie qui empêche encore de faire partie intégrante de la civilisation [11]. Ce n'est pas parce que l'Occident vit en Occident que l'on est obligé de donner dans la flagellation de l'Afrique. On ne peut mettre tout le monde dans le même sac, Ghana et Zimbabwe, Mali et Guinée équatoriale, Soudan, Soudan du Sud et Rwanda. Et il y a eu en Afrique des élections régulières, avec alternance, félicitation du vainqueur par le vaincu. L'autre déception concerne le refus de pointer les responsabilités. Est-il juste, s'agissant par exemple du Kenya, d'imputer la fraude électorale à l'opposition ? À la place ne s'agit-il pas d'accrocher au pouvoir en usant de la fraude et de la force ? Est-ce le fait de désespérer de l'État qui a empêché l'auteur d'aller voir un quelconque camp des justes ? Au sujet du Burundi M. Mbonimpa a indexé, surnommé, « ceux qui sont en train de nous dire que le peuple est trompé en votant comme il l'a fait » et espère qu'il n'y aurait pas annulation des communales ni démission de la CENI, ni arrangements calamiteux qui se moquent royalement de la voix du peuple. Il a ajouté, préemptoire : « Les urnes ont parlé. Le monde attendait pour observer ainsi que les représentants de tous les partis quand se déroulait le scrutin. Avaient-ils les yeux fermés ? » Tout en admettant la nécessité d'accepter la voix des urnes, il est tout aussi nécessaire de s'assurer qu'il y a cette voix ? Mbonimpa n'a pas cru devoir écouter les plaintes de leaders qui des années durant, se sont battus pour que le peuple burundais puisse se donner librement ses dirigeants. Il n'a pas cru nécessaire de prendre du recul pour s'interroger sur le non respect de la loi électorale, du secret du vote ; sur les motifs de la coupure synchronisée du courant au moment où l'on devait dépouiller les bulletins ; sur ces urnes trouvées un peu partout, sauf là où elles devaient se trouver, sur la signature et la non remise des procès-verbaux aux mandataires. Sur le fait qu'un candidat ait eu des voix dans une commune où il n'était pas en lice ! Etc. Il est vrai qu'on voit ce qu'on regarde, et qu'on regarde ce qu'on ne voit pas en droit d'attendre plus d'un universitaire et écrivain de la trempe de M. Mbonimpa ? Ensuite après avoir confié à l'État du Palipehutu du temps de Gahutu, avant d'être désorienté suite à sa fragmentation, M. Mbonimpa entreprend de commenter les résultats de FNL de Rwaswa : « Un score honorable » ; et de critiquer et donner des conseils et des

injonctions À ce leader : « Sa sidrante d'cision de retirer sa candidature aux prsidentielles relve d'un manque de leadership évident » ; « je me joins À tous ceux qui tentent de convaincre Rwaswa de revenir sur sa d'cision ». A M. Rwaswa d'apprécier le et les conseils pour le moins condescendants. M. Mbonimpa devient offensant quand il écrit : « Il n'y a pas de cause commune entre ce parti et les joueurs mineurs avec lesquels il s'associe dans une solidarité négative. Seul ce parti se rabaisse en suivant ceux qui désertent le processus démocratique par mépris pour le verdict du peuple souverain. Seul ce parti ne peut se permettre de manquer de courage et de créativité ». Comment M. Mbonimpa peut-il se permettre une telle hauteur, de tels jugements ? Faut-il, pour atteindre son but insulter ses compatriotes, de surcroit des hommes et femmes autrement connus pour des actions politiques d'clat, en les traitants de mineurs, sans courage ni créativité ? Comment un conseil qui est bon est-il réservé exclusivement À un parti et refusé aux autres ? Est-ce la volonté de diviser l'opposition qui aveugle au point de faire oublier la courtoisie ou le simple bon sens ? Oui capituler est un mauvais choix mais il est clair que la vraie capitulation est celle de celui qui, piégé par ses certitudes conscientes ou inconscientes s'est parti d'une certaine réserve. En focalisant le débat sur le retrait de la candidature de Rwaswa, M. Mbonimpa empêche de penser l'essentiel : comment arriver À enraceriner la démocratie dans notre pays, mieux comment donner congé au pouvoir CNDD-FDD qui s'est constitué comme une dictature dans notre pays ? Et là, il faut reconnaître que le FNL seul ne peut pas faire partir le CNDD-FDD. A moins de penser que ce parti a bien gouverné et que « uniquement par fidélité pour Gahutu », il faut juste associer ceux qui revendiquent son héritage. Je m'attendais, de la part de Mbonimpa Melchior À des conseils posés, m'ris. Je m'attendais de sa part À quelque chose qui puisse nous rappeler Voltaire, Hugo, Zola. Quelque chose pour nous rappeler qu'il faut résister et dire non À la monstrueuse actuelle raison d'Etat. Quelque chose comme un stage en altitude, pour voir de haut nos différends politiques. Je m'attendais À quelque chose qui trace un sillon et ramène le calme et le bon sens. Mais ce sera pour une autre fois. Lazare Ndayongeje. Le 8 juin 2010 [1] PLATON, Apologie de Socrate, Gallimard, coll. Folio Essais, 1950, p.50 [2] Idem. [3] Voir pour la lettre de Sartre et la réponse de De Gaulle : SARTRE Jean-Paul, Situations VIII, Paris, Gallimard, 1972, p.42-45 [4] EDWARD W. SAID, Des intellectuels et du pouvoir, Paris, Seuil, 1996 [5] DELEUZE Gilles, « Les intellectuels et le pouvoir. Entretien entre Michel Foucault et Gilles Deleuze », L'arc n° 49, Aix-en-Provence, 1972 [6] NIZAN Paul, Les chiens de garde, (réédition) Marseille, Agone, 1998 [7] BOURDIEU Pierre, Contre-feux 2, Raison d'agir, Paris, 2001 [8] EDWARD W. SAID À op. cit. [9] FOUCAULT Michel, Dits et écrits II, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2001. [10] BOURDIEU Pierre, op. cit. [11] HEGEL, La raison dans l'histoire, trad. Kostas Papaioannou, Paris, Union générale d'édition, p. 247.